



Mondragon  
commune du Vaucluse

**Mairie de MONDRAGON – 84 (VAUCLUSE)**

**R.O.B**

Rapport d'Orientation Budgétaire

**2024**

*Situation budgétaire au 08 Janvier 2024*

## SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	
PRESENTATION DU BUDGET COMMUNAL.....	1
CONTEXTE.....	3
PROJET LOI DE FINANCES 2023 .....	3
<b>ÉLÉMENTS BUDGÉTAIRES DE LA COMMUNE</b>	
COMPTE ADMINISTRATIF SIMPLIFIÉ 2023.....	6
SECTION FONCTIONNEMENT / RÉALISÉ / DÉPENSES.....	9
SECTION FONCTIONNEMENT / RÉALISÉ / RECETTES.....	12
INVESTISSEMENT / TRAVAUX RÉALISÉS / DÉPENSES.....	14
SECTION INVESTISSEMENT / RÉALISÉ / RECETTES.....	17
ETAT DE LA DETTE.....	19
SECTION FONCTIONNEMENT PERSPECTIVES 2024 / DÉPENSES.....	21
SECTION FONCTIONNEMENT PERSPECTIVES 2024 /RECETTES.....	23
SECTION INVESTISSEMENT PERSPECTIVES 2024 / DEPENSES.....	24
SECTION INVESTISSEMENT PERSPECTIVES 2024 / RECETTES.....	26
<b>BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT</b>	
COMPTE ADMINISTRATIF 2023 SIMPLIFIÉ.....	27
ETAT DE LA DETTE.....	29
<b>BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT LES TERRASSES DE PEYRAFEUX</b>	
COMPTE ADMINISTRATIF 2023 SIMPLIFIÉ.....	30
ETAT DES INDEMNITÉS DES ÉLUS POUR L'ANNÉE 2023.....	32
ETAT DES INDEMNITÉS DES ÉLUS POUR L'ANNÉE 2024.....	33
RESTES A REALISER 2023.....	34

# Commune de Mondragon

## INTRODUCTION

Comme chaque année depuis 2009, dans les communes de 3500 habitants et plus, et en application de l'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités territoriales, le Conseil Municipal est invité à tenir son Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) afin d'engager une discussion autour des orientations qui présideront à l'élaboration du prochain Budget Primitif.

Bien que la tenue d'un tel débat soit prescrite par la loi (article L 2312-1 et suivants du CGCT), ce dernier n'est pas sanctionné par un vote et il ne présente pas de caractère décisionnel.

Il doit cependant faire l'objet d'une délibération et **avoir lieu dans les deux mois précédant le vote du Budget primitif.**

Afin de permettre aux citoyens de disposer d'informations claires et lisibles, ce rapport doit être accessible de manière dématérialisée, site internet de la collectivité, dans un délai d'un mois après son adoption (Décret 2016-834 du 23 juin 2016).

Il est transmis au Président de la Communauté de communes dans les quinze jours qui suivent sa tenue (Décret 2016- 841 du 24 juin 2016).

Le compte de gestion, le compte administratif, le budget primitif principal de la commune ainsi que les budgets annexes (assainissement et lotissement) seront soumis à approbation au conseil municipal en date du

**LUNDI 11 MARS 2024**

Afin d'alimenter le débat, le présent document présentera successivement :

- Un rappel sur la présentation du budget communal,
- Le contexte institutionnel, les perspectives économiques nationales,
- Les éléments budgétaires de la commune de MONDRAGON.

## PRÉSENTATION DU BUDGET COMMUNAL

Préparé par l'exécutif et approuvé par l'assemblée délibérante de la collectivité locale, le budget est l'acte qui prévoit et autorise les recettes et les dépenses d'une année donnée.

Acte prévisionnel, il peut être modifié ou complété en cours d'exécution par l'assemblée délibérante par décisions modificatives.

D'un point de vue comptable, le budget se présente en deux parties, une section de fonctionnement (ou exploitation selon les budgets) et une section d'investissement.

Chacune de ces sections doit être présentée en équilibre, les recettes égalent les dépenses.

Schématiquement, la section de fonctionnement retrace toutes les opérations de dépenses et de recettes nécessaires à la gestion courante et régulière de la commune.

Par exemple, en dépenses, ce sont les dépenses nécessaires au fonctionnement des services de la commune, comme les frais de personnel et les indemnités des élus, les charges à caractère général (fluides, achats de fournitures, etc..) les frais financiers (intérêts d'emprunts), les contributions aux organismes de regroupement (syndicats, SDIS, etc..) ainsi que les dotations aux amortissements obligatoires.

En recettes, ce sont les produits locaux (services en régie), les atténuations de charges (remboursement des charges des personnels en congés maladie...), les recettes fiscales, les dotations de l'Etat et les participations provenant d'autres organismes (CD84, CAF, SDEI, SA PRADIER CARRIERE, SFR, etc...) ou encore les revenus des immeubles.

L'excédent des recettes par rapport aux dépenses de l'année précédente, dégagé par la section de fonctionnement, est utilisé en priorité au remboursement du capital emprunté, le surplus constituant l'autofinancement qui permettra d'abonder le financement des investissements prévus.

Cet excédent alimente la section d'investissement en recettes.

La section d'investissement présente les programmes d'investissement nouveaux ou en cours.

Elle retrace les dépenses et les recettes ponctuelles qui modifient la valeur du patrimoine.

On retrouve dans les dépenses, notamment, le remboursement du capital emprunté, les acquisitions immobilières, les travaux nouveaux.

Parmi les recettes d'investissement, on retrouve les subventions d'investissement, la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR) le cas échéant, les emprunts, le produit des cessions de biens, le FCTVA, les taxes d'urbanisme (taxe d'aménagement), ainsi que des opérations d'ordre relatives aux amortissements de biens (dont le montant est reporté en recettes de fonctionnement).

La section d'investissement est par nature celle qui a vocation à modifier ou enrichir le patrimoine de la collectivité.

Pour financer les dépenses d'investissement la collectivité peut avoir recours à :

- des subventions d'équipements qui couvriront au maximum 80% des dépenses HT,
- des emprunts,
- l'autofinancement par le transfert de l'excédent de fonctionnement vers la section d'investissement.

Pour rappel, en vertu du principe de l'unité de caisse, la commune de Mondragon dispose **d'un budget principal et de deux budgets annexes : l'assainissement et le lotissement Peyrafeux.**

Le CCAS dispose, quant à lui, d'un budget autonome et indépendant.

## LE CONTEXTE ECONOMIQUE

### ► Au niveau mondial

La préparation du DOB 2024 s'inscrit dans un contexte économique général de nouveau très complexe. Au niveau mondial, la guerre en Ukraine qui a débuté en février 2022 a entraîné une hausse de l'inflation. Les derniers événements en Israël auront probablement un impact sur la situation économique mondiale.

### ► Au niveau européen

L'économie européenne a été de nouveau fortement impactée en 2023 par le conflit entre l'Ukraine et la Russie. L'inflation européenne est attendue à + 6.1 %. En 2023, les prévisions de croissance sont faibles (+0.2%). Le taux de chômage européen diminue de nouveau pour atteindre 5,9 %.

### ► Au niveau national

La prévision de croissance pour 2023 au niveau national s'élève à 1 % avec des tensions sur les prix et le logement. Le taux de chômage pourrait atteindre 7.2% en 2023. L'inflation s'élèverait à 5.8 % en 2023 (notamment sur les matières premières et le carburant) et pourrait se poursuivre en 2024 malgré un ralentissement. Une crise de l'immobilier est en cours avec une baisse des transactions dans l'ancien et une chute des constructions neuves en raison de la forte hausse des prêts bancaires et de l'inflation des matières premières.

## LES DISPOSITIONS DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2024

Les principales mesures prévues concernant les collectivités sont les suivantes :

### ► Côté recettes

Instauration d'une nouvelle exonération de taxe foncière de 25 ans pour les logements sociaux achevés depuis au moins 40 ans, lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation énergétique.

Etalement sur quatre ans de la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) restante (comme annoncé dès la fin du mois d'août par le gouvernement). La CVAE sera totalement supprimée en 2027 (article 8).

Réforme des redevances des agences de l'eau au 1er janvier 2025 pour "augmenter les ressources des agences de l'eau" et "assurer le financement des mesures du plan eau" annoncé par le Président de la République le 30 mars dernier (article 16).

Elle instaure deux "redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et des systèmes d'assainissement collectif", qui seront dues par les communes ou leurs groupements. Les tarifs ou l'encadrement tarifaire prévus pour le calcul de chacune des redevances des agences de l'eau seront indexés chaque année sur l'inflation.

Fixation de la dotation globale de fonctionnement (DGF) à 27,1 milliards d'euros en 2024 (article 24). La hausse de 222,5 millions d'euros par rapport à 2023, est destinée principalement au financement de la croissance des dotations de péréquation. Avec cette enveloppe supplémentaire, plus de 60 % des communes doivent voir leur DGF "augmenter" en 2024.

Toutefois, pour permettre "la stabilisation" des concours financiers aux collectivités à la hauteur fixée par la loi de finances pour 2023, les "variables d'ajustement" – un ensemble de dotations et compensations d'exonérations fiscales – sont ponctionnées. Alors qu'en 2023, seuls les départements avaient été concernés, tous les niveaux de collectivités le sont en 2024 : les régions (- 30 millions), le bloc communal (- 27 millions) et les départements (- 10 millions). La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) de chaque catégorie de collectivité doit être minorée – de même que le fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP) pour le bloc communal.

Mise en place d'une compensation par l'Etat (de 24,7 millions d'euros en 2024) au profit des communes et intercommunalités qui percevaient jusqu'à présent la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) et, qui, dans le cadre de la réforme du périmètre des zones tendues, devront abandonner cette ressource (article 25).

Accompagnement financier de la mobilisation des collectivités pour la réussite des zones à faible émission (ZFE).

Estimation des montants des prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat et destinés aux collectivités en 2024 (article 27). Leur total est évalué à 44,8 milliards d'euros (soit + 783 millions d'euros par rapport à la loi de finances pour 2023). Parmi les facteurs de progression : la hausse de la DGF (+ 220 millions d'euros), la croissance du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (+ 364 millions d'euros) – cette dernière étant liée à la bonne tenue de l'investissement ces deux dernières années et à la décision du gouvernement de rendre les aménagements de terrain éligibles au FCTVA. A noter par ailleurs : alors que le gouvernement annonçait un coût du filet de sécurité en matière de dépenses énergétiques de 1,5 milliard d'euros en 2023, ce dispositif est évalué désormais à un coût de 400 millions d'euros.

## ► Côtés dépenses

Maintien en 2024 du bouclier tarifaire permettant de limiter la hausse des tarifs réglementés de l'électricité.

Suppression du fonds de soutien au développement des activités périscolaires. Répartition détaillée de la DGF en 2024. La dotation de solidarité urbaine (DSU) progresse de 90 millions d'euros et la dotation de solidarité rurale (DSR) de 100 millions (au moins 60% de cette dernière étant affectés à la fraction "péréquation", que perçoit la quasi-totalité des communes de moins de 10.000 habitants). La dotation d'intercommunalité augmente de 90 millions d'euros (30 millions d'euros étant financés par l'Etat, les 60 autres millions venant de l'écrêtement de la dotation de compensation des groupements de communes à fiscalité propre).

Les dotations de péréquation des départements croissent de 10 millions d'euros (par redéploiement depuis la dotation forfaitaire des départements). Enfin, 2,5 millions d'euros supplémentaires sont alloués au fonds d'aide au logement d'urgence (FARU).

Modification des modalités de prise en compte du revenu par habitant pour l'éligibilité à la fraction cible de la dotation de solidarité rurale (DSR), afin de réduire d'environ 15% le nombre de communes entrant ou sortant chaque année de l'éligibilité à cette part de la DSR (article 56).

Création d'une garantie de sortie pour les communes qui perdent l'éligibilité à la part "majoration" de la dotation nationale de péréquation (article 56). Précisions et clarifications concernant les dotations des communes nouvelles (article 56).

Renforcement de la dotation "biodiversité", qui devient la dotation de "valorisation des aménités rurales" (article 57).

**BUDGET PRINCIPAL  
DE LA COMMUNE  
COMPTE ADMINISTRATIF SIMPLIFIÉ  
2023**

## ÉLÉMENTS BUDGÉTAIRES DE LA COMMUNE

## BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE

## COMpte ADMINISTRATIF SIMPLIFIÉ 2023

FONCTIONNEMENT	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
Opérations réelles 2023	3 178 434.14	3 697 879.10	
Opérations d'ordre	299 773.41	148 482.07	
<b>Résultat de fonctionnement de l'exercice 2023</b>	<b>3 478 207.55</b>	<b>3 846 361.17</b>	<b>368 153.62</b>
Report résultat 2022		926 955.64	
<b>Résultat de fonctionnement avec report 2022</b>	<b>3 478 207.55</b>	<b>4 773 316.81</b>	<b>1 295 109.26</b>
INVESTISSEMENT	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
Opérations réelles 2023	1 486 437.68	1 831 168.04	
Opérations d'ordre	148 482.07	299 773.41	
<b>Résultat Investissement de l'exercice 2023</b>	<b>1 634 919.75</b>	<b>2 130 941.45</b>	<b>496 021.70</b>
Report résultat 2022	234 976.15		
<b>Résultat investissement de l'exercice avec report 2022</b>	<b>1 869 895.90</b>	<b>2 130 941.45</b>	<b>261 045.55</b>
<b>Restes à réaliser à reporter n+1</b>	<b>1 366 881.09</b>	<b>706 305.50</b>	<b>-399 530.04</b>
<b>Résultat cumulé 2023</b>	<b>6 714 984.54</b>	<b>7 610 563.76</b>	<b>895 579.22</b>

❖ Le résultat 2023 laisse apparaître les reports suivants pour le Budget Primitif 2024 :

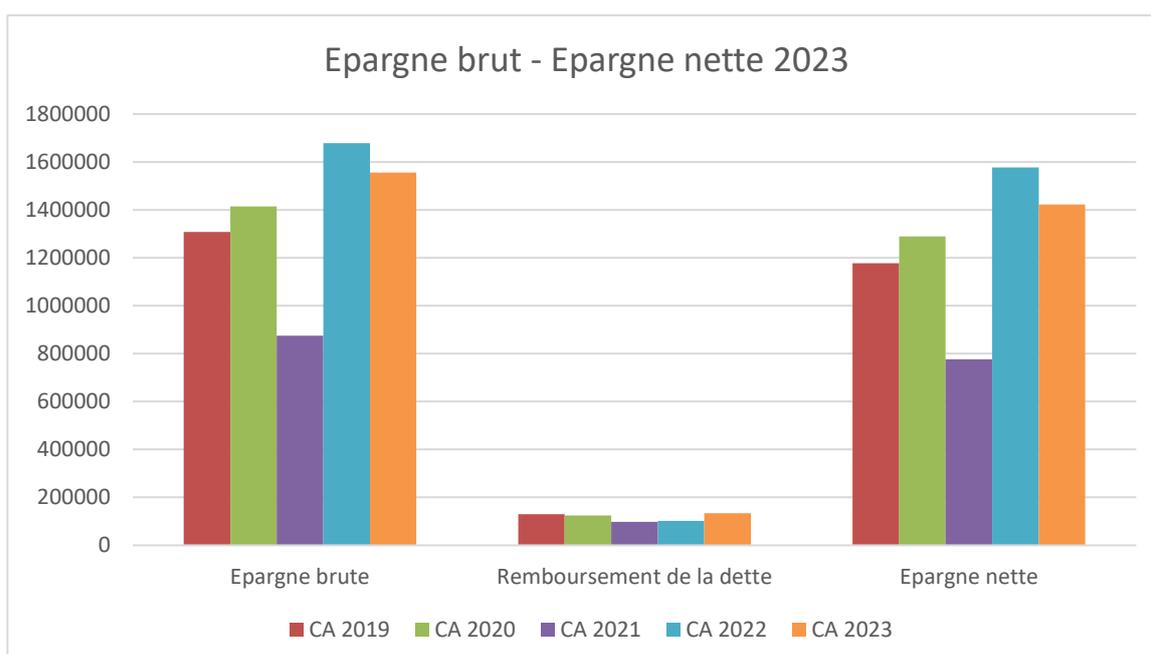
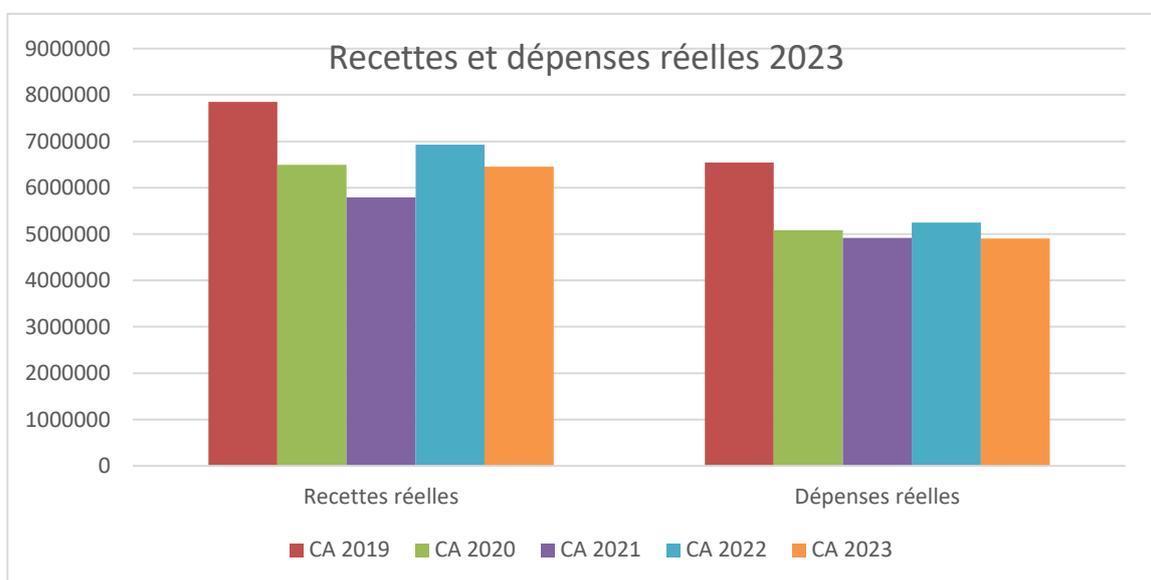
- **Excédent de la section fonctionnement** année 2023 :  
**1 295 109.26 €**
- **Excédent de la section d'investissement** à reporter en 2024 à l'article 0011 :  
**261 045.55 €**

**Résultat de fonctionnement à reporter en 2024 à l'article résultat reporté 002 : 895 579.22 €**



## Analyse pluri annuelle du Compte Administratif de la commune

	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Recettes réelles (hors cessions)	6 996 329.59	7 850 995.89	6 495 471.50	5 794 384.46	6 929 521.01	6 456 002.78
Dépenses réelles	6 156 232.77	6 543 455.02	5 080 957.20	4 920 154.63	5 250 815.68	4 899 847.97
Epargne brute	840 096.82	1 307 540.87	1 414 514.30	874 229.83	1 678 705.33	1 556 154.81
Remboursement du capital de la dette	123 904.43	129 562.38	124 635.33	98 448.10	101 604.45	134 233.40
Epargne nette	716 192.39	1 177 978.49	1 289 878.97	775 781.73	1 577 100.88	1 421 921.41





# **SECTION DE FONCTIONNEMENT**

**« RÉALISÉ » EXERCICE 2023**

**DÉPENSES**

**RECETTES**

**SYNTHESE DES DÉPENSES****RÉALISÉ EXERCICE 2023****(Montant des dépenses par chapitre)****Situation budgétaire au 08 Janvier 2024.****011 - Charges à caractère général :**

*(Eau, électricité, fournitures diverses, téléphone, entretien terrains, bâtiments, frais de nettoyage, transport, frais d'affranchissement...)*

**809 234.85 €** (2022 = 949 868.54 €)

**012 - Charges de personnel :**

*(Cotisations, rémunérations...)*

**1 888 675.33 €** (2022 = 1 846 128.39 €)

**65 – Autres charges de gestions courantes**

*(Indemnités, frais de missions, cotisation de retraite, formation, service incendie...)*

**349 370.93 €** (2022 = 337 670.58 €)

*Conformément aux articles L. 2123-24-1-1 et L. 5211-12-1 du CGCT chaque année les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI) établissent « un état présentant l'ensemble des indemnités de toutes natures, libellées en euros, dont bénéficient les élus siégeant dans leur conseil, au titre de tout mandat ou de toutes fonctions exercées en leur sein ». **Annexe 1***

**66 – Charges financières (intérêts des emprunts) :**

**66 098.61 €** (2022 = 34 159.43 €)

**67 – Charges exceptionnelles :**

*(Remboursement rente Viagère, garderie et ALSH, subvention exceptionnelle)*

**226.42 €** (2022 = 11 814.80 €)

**68 – Dotation aux provisions et dépréciation des actifs :**

**0.00 €** (2022 = 190.81 €)

**014 – Atténuation de produits :**

*(Exonération taxes jeunes agriculteurs, FPIC)*

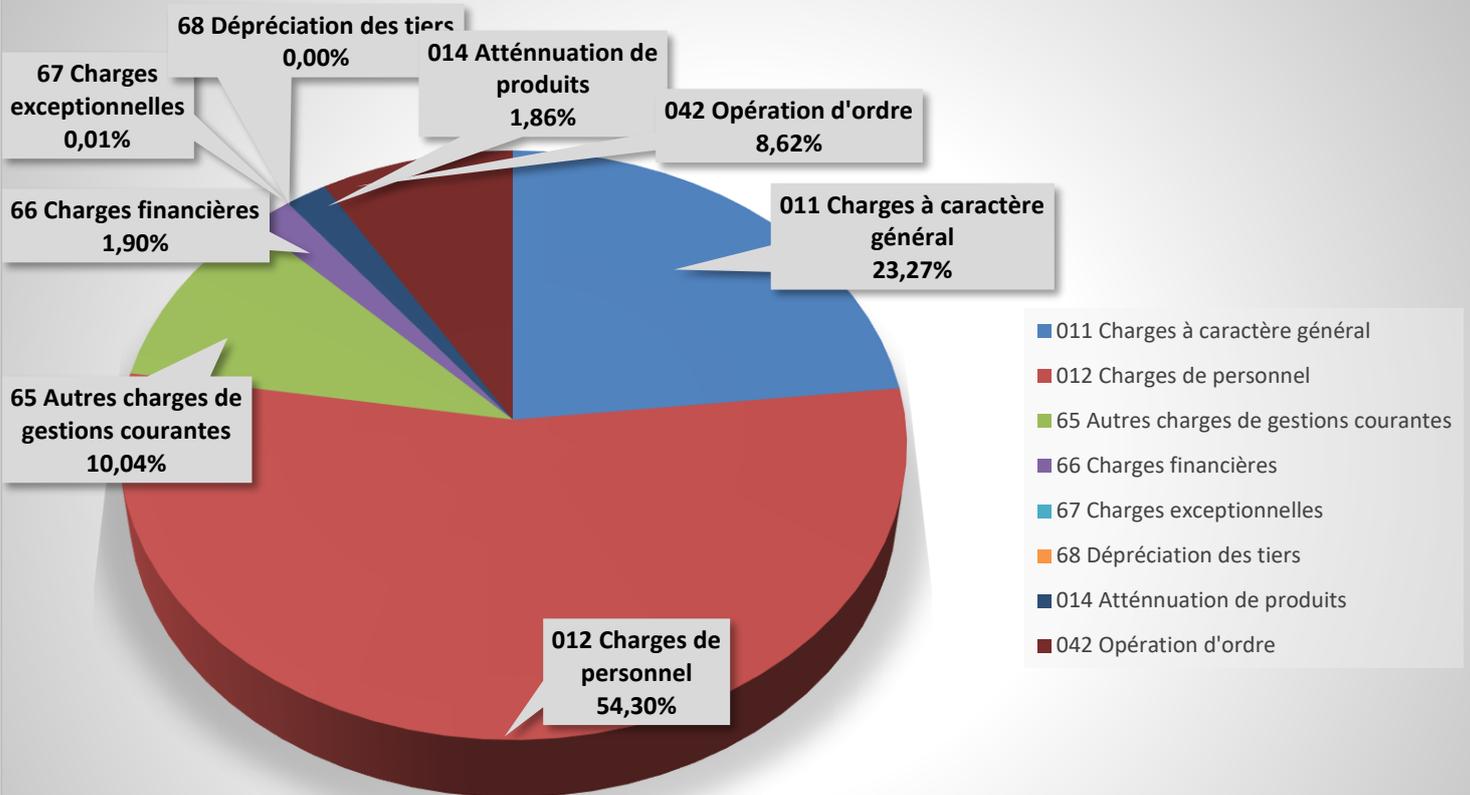
**64 828.00€** (2022 = 178 426.00 €)

**042 – Opération d'ordre :**

*(Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles, plus et moins-value)*

**299 773.41 €** (2022 = 120 916.48 €)

## Répartition des dépenses 2023



## SYNTHESE DES RECETTES

## RÉALISÉ EXERCICE 2023

(Montant des recettes par chapitre)  
Situation budgétaire au 08 Janvier 2024.

**002 – Résultat de fonctionnement :**

**926 955.64 €** (2022 = 1 108 765.57 €)

**013 – Atténuation des charges**

(Remboursement)

**18 880.62 €** (2022 = 73 895.76 €)

**042 – Opération d’Ordre :**

**148 482.07 €** (2022 = 102 832.44 €)

**70 – Produits des services :**

*Redevances, produit de service, MAD, convention de gestion.*

**273 409.97 €** (2022 = 315 159.65 €)

**73 – Impôts et Taxes :**

**998 678.34 €** (2022 = 2 988 432.83 €)

**731 – Fiscalité locale**

**1 758 787.00 €** (2022 = 0.00 €)

**74 – Dotations et Participations :**

*Dotation de fonctionnement versé par l’état, CAF, MSA*

**366 865.09 €** (2022 = 506 216.67 €)

**75 – Revenus des immeubles :**

**186 364.69 €** (2022 = 137 811.69 €)

**76 – Produits Financiers :**

**3 903.70 €** (2022 = 4 508.53 €)

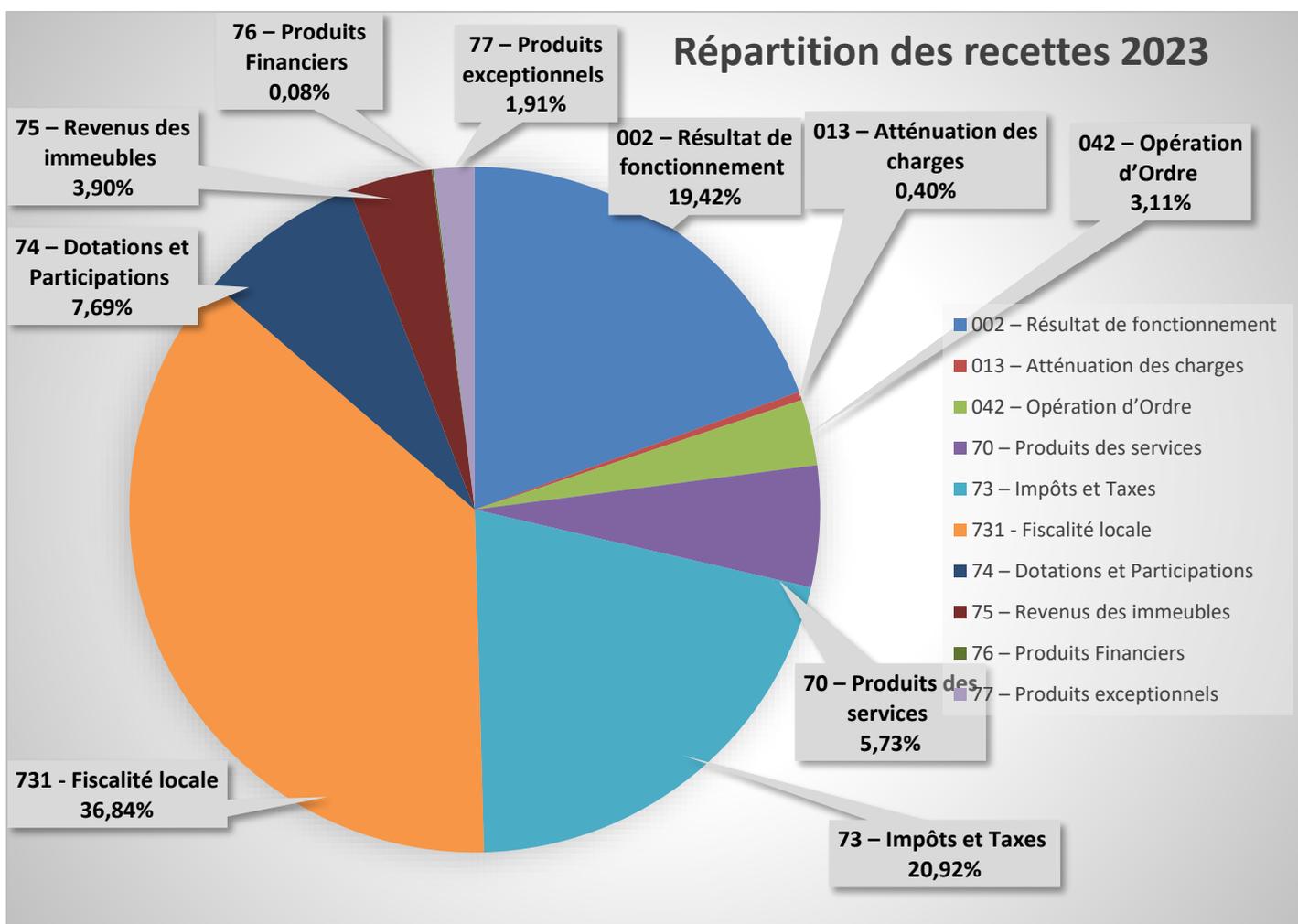
**77 – Produits exceptionnels :**

*Produit de cession.*

**91 202.62 €** (2022 = 47 130.77 €)

**78 – Reprise sur dépréciations et provisions :**

**61.59 €** (2022 = 0.00 €)





# **SECTION D'INVESTISSEMENT**

**« RÉALISÉ » EXERCICE 2023**

**DÉPENSES**

**RECETTES**

**TRAVAUX RÉALISÉS****DÉPENSES****MATERIEL POLICE MUNICIPALE****31 508.50 €**

- Véhicule DACIA Duster 25 316.86 €
- Vidéo protection 3 421.08 €
- Système de radio portative 2 770.56 €

**MATERIEL MAIRIE (mobilier, matériel, informatique)****15 492.76 €**

- Fauteuils de bureau 602.82 €
- Logiciel gestion des cimetières 3 039.60 €
- Chariot Inox 216.71 €
- 2 ordinateurs 2 672.71 €
- Logiciel de gestion garderie et ALSH 5 538.00 €
- Armoire réfrigérée HALLE et ILE VIEILLE 3 203.92 €
- Lave-linge Peyrafeux 219.00 €

**MATERIEL ECOLE****6 045.87 €**

- Maternelle 5 013.87 €
- Elementaire 1 032.00 €

**MATERIEL ALSH****18 975.53 €**

- Mobilier 17 118.72 €
- Autolaveuse 1 856.81 €

**STADE****7 673.44 €**

- Défibrillateur 2 074.80 €
- Moteur pompe 5 598.64 €

**MATERIEL SERVICES TECHNIQUES****28 214.08 €**

- Citroën Jumper 26 978.93 €
- Souffleur 407.15 €
- BIRD Ultrason pigeon 828.00 €

**TRAVAUX BATIMENT MUNICIPAUX****41 002.15 €**

- Complément climatisation Peyrafeux 792.00 €
- Travaux logement 9 rue Emile Zola 31 481.15 €
- Etude pour les travaux (MAM) 7 068.00 €
- Menuiseries logement Derboux 1 661.00 €

<b><u>TRAVAUX VOIRIE</u></b>	<b>202 071.00 €</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Avenue Henri BENISSA et Ch. Boissouteyrand</li> <li>• Chemin du Terras</li> <li>• Cimetières</li> <li>• Réseau pluvial</li> <li>• Rue de la Paix</li> <li>• Clôture ALSH</li> <li>• Chemin des juifs</li> <li>• Pluvial Chemin Grès Nord</li> <li>• Impasse du pied Roustang</li> <li>• Fondation chemin piétonniers</li> <li>• Chemin Pas d'Arles</li> <li>• Trottoirs en bordure de la RN7</li> <li>• Mur RN7</li> <li>• GNT Ecoles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>5 988.00 €</li> <li>1 728.00 €</li> <li>44 877.60 €</li> <li>4 800.00 €</li> <li>9 844.80 €</li> <li>10 392.00 €</li> <li>4 587.60 €</li> <li>13 878.60 €</li> <li>4 458.00 €</li> <li>32 940.00 €</li> <li>6 816.00 €</li> <li>19 712.40 €</li> <li>28 224.00 €</li> <li>13 824.00 €</li> </ul>
<b><u>PLAN DE GESTION DE L'ILE VIEILLE</u></b>	<b>9 040.50 €</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Etude de sol Aménagement</li> <li>• Maitrise d'œuvre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>5 200.50 €</li> <li>3 840.00 €</li> </ul>
<b><u>CONSTRUCTION CENTRE DE LOISIRS</u></b>	<b>696 288.76 €</b>
<b><u>ETUDES ILOT FAURITTE</u></b>	<b>5 760.00 €</b>
<b><u>ETUDES MAISON DE SANTE</u></b>	<b>33 178.50 €</b>
<b><u>AMENAGEMENT PISTE MIXTE</u></b>	<b>281 004.91 €</b>
<b><u>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES</u></b>	<b>135 913.40 €</b>
(Construction Stade Menu, restaurant scolaire, locaux Peyrafeux, aménagement PMU)	
<b><u>ACQUISITIONS IMMOBILIERES</u></b>	<b>1.00 €</b>
Acquisition de la parcelle ZO 352	1.00 €
<b><u>OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTION</u></b>	<b>148 482.07 €</b>
<b><u>RESULTAT REPORTE EXERCICE N-1</u></b>	<b>234 976.15 €</b>

**SYNTHESE DES RECETTES D'INVESTISSEMENT****RÉALISÉ EXERCICE 2023****(Montant des recettes par chapitre)****Situation budgétaire au 08 Janvier 2024.****10 - Fonds de Compensation TVA**

250 965.20 € (en 2022 = 216 742.00 €)

**- Taxe d'aménagement**

115 213.48 € (en 2022 = 110 296.28 €)

**- Excédent de fonctionnement capitalisé**

895 510.73 € (en 2022 = 0 €)

**13 – Subvention d'investissement***(Subvention CCRLP, CAF, CD84 construction ALSH)*

398 042.13 € (en 2022 = 309 083.08 €)

**16 – Emprunt et dettes assimilés***(Retenue de garantie location, emprunt)*

101 815.50 € (en 2022 = 1 002 832.15 €)

**40 – Opérations d'ordre de transfert entre section***(Amortissement, Plus et moins-value, sortie d'inventaire)*

299 773.41 € (en 2022 = 120 916.48 €)

**45821 – Convention de gestion avec la CCRLP***(Aménagement parking école, mur halle culturelle, construction PAV, plan de gestion)*

69 621.00 € (en 2022 = 120 916.48 €)

**Des restes à réaliser (RAR) 2023 seront à intégrer  
dans le Budget Primitif 2024 comme suit :**

Concernant les recettes : 706 305.50 €

<b>Total chapitre 13</b>			<b>706 305.50 €</b>
Subvention Région	1322	FRAT 2021 ALSH	200 000.00 €
Subvention Département	1323	CDST 2020-2022 (RN7 et Plan de gestion)	234 220.00 €
Subvention CAF	1328	Construction ALSH	205 185.50 €
Préfecture	13461	DETR 2023 RN7	66 900.00 €

Concernant les dépenses : 1 366 881.09 €

<b>Total chapitre 21</b>			<b>431 881.09 €</b>
Autres constructions	2138	Aménagement piste mixte et bâtiments communaux	123 881.09 €
Autres constructions	2138	Aménagement Ile Vieille	205 000.00€
Matériel de transport	2182	Camion service technique	103 000.00 €
<b>Total chapitre 23</b>			<b>935 000.00 €</b>
Construction	2313	Aménagement maison de santé	935 000.00

Détails des Restes A Réaliser *en Annexe 3*.

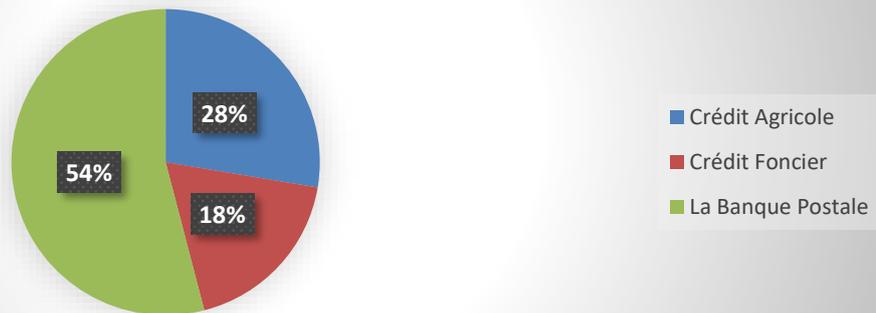


# ETAT DE LA DETTE

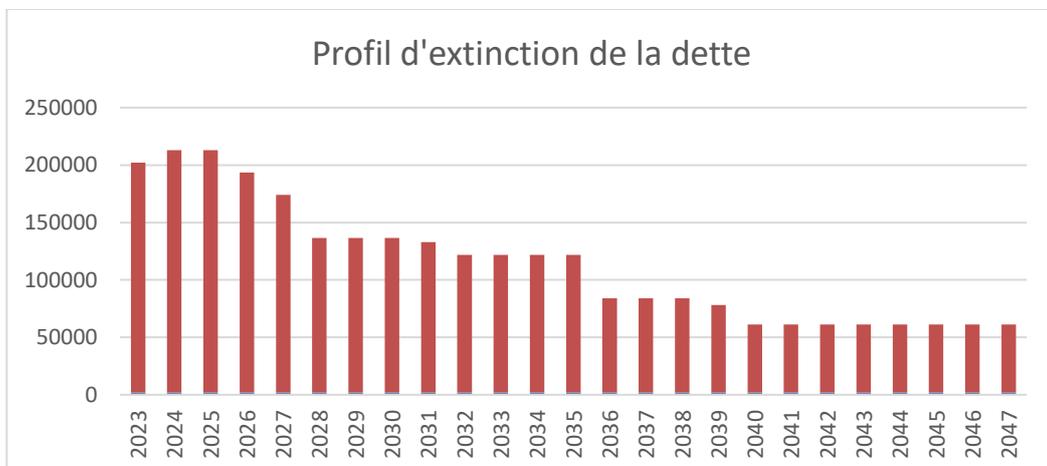


Année de prise d'effet	Organisme	Objet de l'emprunt	Capital Restant dû au 1 <sup>er</sup> janvier 2024
2008	Crédit Agricole	RESTAURANT SCOLAIRE	133 643,40 €
2006	Crédit Foncier	STADE	363 152,42 €
2012	Crédit Agricole	RESIDENCE PEYRAFEUX	91 169,35 €
2019	Crédit Agricole	PMU	323 274,13 €
2022	La Banque Postale	TRAVAUX PISTE RN7-CASERNE	973 956,10 €
2023	La Banque Postale	CAMION IVECO	97 339,38 €
TOTAL			1 982 534,78 €

## Répartition de l'encours de la dette par prêteur



## Profil d'extinction de la dette





# **SECTION DE FONCTIONNEMENT**

## **PERSPECTIVES 2024**

### **DÉPENSES**

### **RECETTES**

**SYNTHESE DES DÉPENSES PREVISIONNELLES 2024****EXERCICE 2024 - (Montant des dépenses par chapitre)****011 - Charges à caractère général :****1 112 000.00 €****012 - Charges de personnel :***(Cotisations, rémunérations...)***1 939 150.00 €****65 – Autres charges de gestions courantes :***(Indemnités, frais de missions, cotisation de retraite, formation, service incendie...)***376 657.96 €**

*Conformément aux articles L. 2123-24-1-1 et L. 5211-12-1 du CGCT chaque année les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI) établissent « un état présentant l'ensemble des indemnités de toutes natures, libellées en euros, dont bénéficient les élus siégeant dans leur conseil, au titre de tout mandat ou de toutes fonctions exercées en leur sein ». **Annexe 2***

**66 – Charges financières :***(Intérêts des emprunts)***63 193.21 €**

*Les intérêts d'emprunts augmentent du fait que la commune a contracté un nouvel emprunt pour les travaux d'aménagements d'une piste mixte en bordure de la RN7 et d l'ancienne caserne.*

**67 – Charges exceptionnelles :****1 000.00 €****68 – Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs :****500.00 €****014 – Atténuation de produits :****200 000.00 €****042 – Opérations d'ordre :****135 000.00 €****023 – Transfert investissement :****504 047.73 €****TOTAL DES DEPENSES PREVISIONNELLES 2024 :****4 331 548.30 €**

## SYNTHESE DES RECETTES PREVISIONNELLES 2024

### EXERCICE 2024 - (Montant des recettes par chapitre)

#### 013 – Atténuation des charges

*(Remboursement assurance statutaire)*

**15 000.00 €**

#### 70 – Produits des services

*(Redevances, produit de service, remboursement des mises à disposition du personnel, convention de gestion...)*

**256 800.00 €**

#### 73 – Impôts et Taxes

**685 000.00 €**

#### 73 – Fiscalité locale

**1 725 000.00 €**

#### 74 – Dotations et Participations

*Dotation de fonctionnement versé par l'état, CAF ...*

**293 000.00 €**

#### 75 – Revenus des immeubles

**357 230.08 €**

#### 77 – Produits exceptionnels

*Remboursement assurance.*

**0.00€**

#### 042 – Opérations d'ordre entre section

*(Travaux en régie)*

**103 939.60 €**

#### 002 – Résultat reporté

**895 579.22 €**

**TOTAL DES RECETTES PREVISIONNELLES 2023 :**

**4 331 548.90 €**



# **SECTION DE D'INVESTISSEMENT**

## **PERSPECTIVES 2024**

**DÉPENSES**

**RECETTES**

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT PREVISIONNELLES 2024****❖ 21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES 1 406 313.74 €**

• Acquisition terrain	35 000.00 €
• Jardin du souvenirs	6 000.00 €
• Aménagement piste mixte	273 881.09 €
• Bâtiments communaux	32 432.65 €
• Plan de gestion aménagement île vieille	255 000.00 €
• Ilot Fauritte	600 000.00 €
• Véhicule	103 000.00 €
• Matériel informatique scolaire	5 000.00 €
• Autres matériel informatique	6 000.00 €
• Mobilier scolaire	10 000.00 €
• Autres mobiliers	5 000.00 €
• Autres immobilisations	75 000.00 €

**❖ 23 IMMOBILISATION EN COURS 3 789 344.45 €**

• Construction Sénioriale	2 000 000.00 €
• Aménagement maison de santé	1 569 344.45 €
• Programme voirie	220 000.00 €

**❖ 16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉS 149 464.25 €****❖ 40 OPERATION D'ORDRE ET TRANSFERT ENTRE SECTION 100 000.00 €**

**TOTAL DES DEPENSES PREVISIONNELLES 2024 : 5 445 122.44 €**

**RECETTES D'INVESTISSEMENT PREVISIONNELLES 2024****❖ 13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT 1 413 499.12 €**

• Fonds Vert	142 280.00 €
• CDST 2020-2022 (CD84)	234 220.00 €
• Vaucluse Ambition (CD84)	144 913.62 €
• DETR 2023 (Piste RN7)	66 900.00 €
• FRAT 2021, construction ALSH	200 000.00 €
• Maison de santé (Etat, Région, ARS)	420 000.00 €
• CAF, construction ALSH	205 185.50 €

**❖ 10 FONDS DIVERS 649 530.04 €**

• FCTVA	200 000.00 €
• Taxe d'aménagement	50 000.00 €
• Excédent de fonctionnement capitalisé	399 530.04 €

**❖ 16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES 1 502 000.00 €****❖ 40 OPERATIONS D'ORDRE ET TRANSFERT ENRE SECTION 135 000.00 €****❖ 024 PRODUITS DE CESSIONS 980 000.00 €****❖ 021 VIREMENTS SECTION FONCTIONNEMENT 504 047.73 €****❖ 001 RESULTAT REPORTE 261 045.55 €**

**TOTAL DES RECETTES PREVISIONNELLES 2024 : 5 445 122.44 €**



**BUDGET ANNEXE**  
**ASSAINISSEMENT**  
**COMPTE ADMINISTRATIF SIMPLIFIÉ**  
**2023**

## BUDGET ANNEXE : ASSAINISSEMENT

### COMPTE ADMINISTRATIF SIMPLIFIÉ 2023

EXPLOITATION	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
Opérations réelles 2023	60 187.80	165 862.94	
Opérations d'ordre	77 820.82	27 149.26	
<i>Résultat d'exploitation de l'exercice 2023</i>	138 008.62	193 012.20	<b>55 003.58</b>
Report résultat 2022		26 969.0	
<b>Résultat de fonctionnement avec report 2022</b>	<b>138 008.62</b>	<b>219 981.90</b>	<b>81 973.28</b>
INVESTISSEMENT	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
Opérations réelles 2023	45 635.18	631 374.44	
Opérations d'ordre	27 149.26	77 820.82	
<i>Résultat Investissement de l'exercice 2023</i>	72 784.44	709 197.26	<b>636 412.82</b>
Report résultat 2022	226 376.44		
<b>Résultat investissement de l'exercice avec report 2022</b>	<b>299 160.88</b>	<b>709 197.26</b>	<b>410 036.38</b>
<b>RAR à reporter n+1</b>	387 535.00		<b>22 501.38</b>
<i>Résultat cumulé 2023 pour information</i>	<b>824 704.50</b>	<b>929 179.16</b>	<b>104 474.66</b>

Résultat 2023 à affecter au BP 2024 :		
002 =		81 973.28 €
1068 =		0.00 €
001 =		410 036.38 €

#### Le résultat 2023 laisse apparaître les reports suivants pour le BP 2024 :

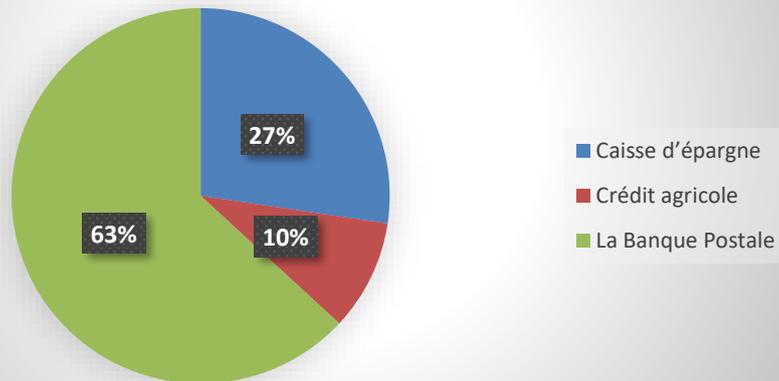
➤ Excédent de la section d'exploitation	81 973.28 €
➤ Excédent de la section d'investissement	410 036.38 €
Affectation obligatoire en investissement (résultat investissement + RAR)	0.00 €
Excédent d'exploitation à reporter en 2024	81 973.28 €



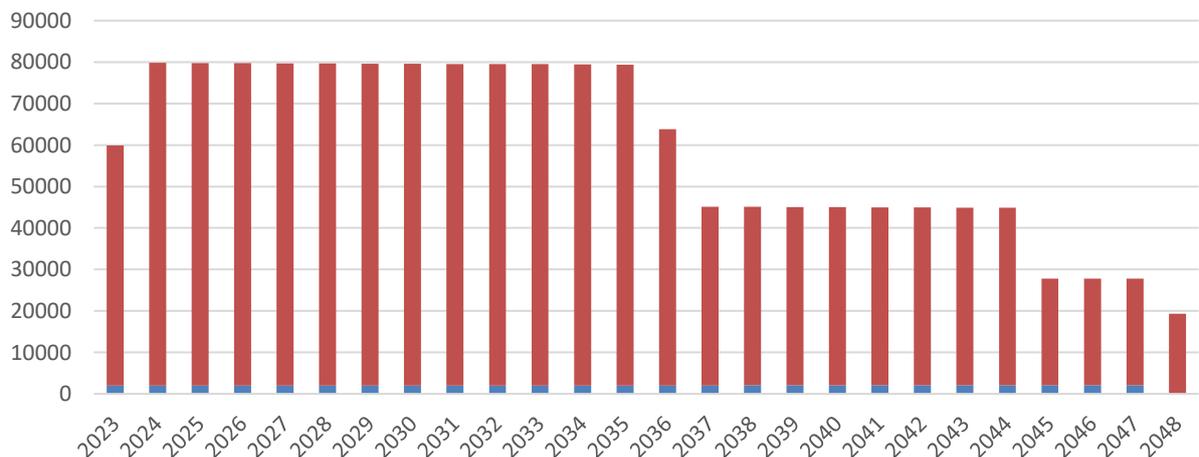
# ETAT DE LA DETTE

Année de prise d'effet	Organisme	Objet	Capital Restant dû au 1 <sup>er</sup> janvier 2024
2019	Caisse d'épargne	EXTENSION ASSAINISSEMENT ET STEP	302 636,37 €
2020	Crédit agricole	TRAVAUX ASSAINISSEMENT CNR	105 579,48 €
2021	La Banque Postale	REHABILITATION STEP	300 201,86 €
2023	La Banque Postale	EXTENSION BOISSOUTEYRAND	397 700,22 €
TOTAL			1 106 117,93 €

## Répartition de l'encours de la dette par prêteur



## Profil d'extinction de la dette



**BUDGET ANNEXE**  
**LOTISSEMENT « LES TERRASSES**  
**DE PEYRAFEUX »**  
**COMPTE ADMINISTRATIF SIMPLIFIÉ**  
**2023**

**BUDGET ANNEXE :**  
**LOTISSEMENT LES TERRASSES DE PEYRAFEUX**

**COMPTE ADMINISTRATIF SIMPLIFIÉ 2023**

<b>EXPLOITATION</b>	<b>DEPENSES</b>	<b>RECETTES</b>	<b>RESULTAT</b>
Opérations réelles 2023		65 000.00	
Opérations d'ordre	36 722.95		
<i>Résultat d'exploitation de l'exercice 2023</i>	36 722.95	65 000.00	<b>28 277.05</b>
Report résultat 2022		444 575.29	
<b>Résultat de fonctionnement avec report 2022</b>	<b>36 722.95</b>	<b>509 575.29</b>	<b>472 852.34</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>DEPENSES</b>	<b>RECETTES</b>	<b>RESULTAT</b>
Opérations réelles 2023			
Opérations d'ordre		36 722.95	
<i>Résultat Investissement de l'exercice 2022</i>		36 722.95	<b>36 722.95</b>
Report résultat 2022	369 845.21		
<b>Résultat investissement de l'exercice avec report 2022</b>	<b>369 845.21</b>	<b>36 722.95</b>	<b>-333 122.26</b>
<b>Résultat cumulé 2023</b>	<b>406 568.15</b>	<b>546 298.24</b>	<b>139 730.08</b>

## ANNEXE 1

## Etat des indemnités des élus pour l'année 2023

Réalisé du 01 janvier au 31 décembre 2022	Indemnités brutes - Commune	Indemnités brutes - CCRLP	Indemnités brutes - RAO	Frais de représentation - Commune
Maire - Christian PEYRON	21 562.80	5 224.32	14 264.76	1 189.00
1 <sup>er</sup> Adjoint - Benoit SANCHEZ	5 786.64	10 442.64		715.64
Adjointe au Maire - Marie-Andrée ALTIER	5 786.64			
Adjointe au Maire - Francette BALBI	5 786.64			
Adjointe au Maire - Josette BERNARD	5 786.64			
Adjoint au Maire - Jean LEBEGUE	5 786.64			762.54
Adjoint au Maire - Guy MARCHAND	5 786.64			
Adjoint au Maire - Patrice MARSEILLES	5 786.64			
Conseiller municipal délégué - Nicolas AIME	3 547.08			
Conseiller municipal délégué - Patrice CHARLES	3 547.08			
Conseiller municipal délégué - David CORNILLON	886.77			
Conseillère municipale déléguée - Aurélie GARCIA	3 547.08			
Conseillère municipale déléguée - Nadine GILET	3 547.08			
Conseillère municipale déléguée - Bruna ROMANINI	3 547.08			
Conseillère municipale déléguée - Céline ROS	3 547.08			
Conseiller municipal délégué - Jean-François TRAMIER	3 547.08			
Conseiller municipal délégué - Yannick TRUC	3 547.08			
Conseillère municipale déléguée - Virginie VICENTE	3 547.08			

## ANNEXE 2

## Etat prévisionnel des indemnités des élus 2024

<i>Prévision du 01 janvier au 31 décembre 2023</i>	<i>Indemnités brutes - Commune</i>	<i>Indemnités brutes - CCRLP</i>	<i>Indemnités brutes - RAO</i>	<i>Frais de représentation - Commune</i>
<i>Maire - Christian PEYRON</i>	22 788.72		14 565.96	2 000.00
<i>1<sup>er</sup> Adjoint - Benoit SANCHEZ</i>	6 116.40	10 669.32		800.00
<i>Adjointe au Maire - Marie-Andrée ALTIER</i>	6 116.40			
<i>Adjointe au Maire - Francette BALBI</i>	6 116.40			
<i>Adjointe au Maire - Josette BERNARD</i>	6 116.40			
<i>Adjoint au Maire - Jean LEBEGUE</i>	6 116.40			800.00
<i>Adjoint au Maire - Guy MARCHAND</i>	6 116.40			
<i>Adjoint au Maire - Patrice MARSEILLES</i>	6 116.40			
<i>Conseiller municipal délégué - Nicolas AIME</i>	3 748.68			
<i>Conseiller municipal délégué - Patrice CHARLES</i>	3 748.68			
<i>Conseillère municipale déléguée - Aurélie GARCIA</i>	3 748.68			
<i>Conseillère municipale déléguée - Nadine GILET</i>	3 748.68			
<i>Conseillère municipale déléguée - Bruna ROMANINI</i>	3 748.68			
<i>Conseillère municipale déléguée - Céline ROS</i>	3 748.68			
<i>Conseiller municipal délégué - Jean-François TRAMIER</i>	3 748.68			
<i>Conseiller municipal délégué - Yannick TRUC</i>	3 748.68			
<i>Conseillère municipale déléguée - Virginie VICENTE</i>	3 748.68			

## ANNEXE 3

## DETAIL DES RESTES A REALISER

## R.A.R 2023 – SECTION INVESTISSEMENT DEPENSES

✓ Aménagement Piste mixte	123 881.09 €
✓ Aménagement Ile Vieille	205 000.00 €
✓ Véhicule	103 000.00 €
✓ Aménagement Maison de santé	935 000.00 €
<b>Total des Restes à Réaliser.....</b>	<b>1 366 881.09 €</b>

## R.A.R 2023 – SECTION INVESTISSEMENT RECETTES

✓ FRAT 2021, construction ALSH	200 000.00 €
✓ CDST 2020-2022	167 250.00 €
✓ Construction ALSH (CAF)	205 185.50 €
✓ Aménagement Ile Vieille (CD84)	66 970.00 €
✓ DETR 2021, RN 7	66 900.00 €
✓ <b>Total des Restes à Réaliser.....</b>	<b>706 305.50 €</b>